



Communiqué de presse n° 10/166  
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE  
Le 24 avril 2010

Fonds monétaire international  
Washington, DC 20431 (USA)

## **Communiqué de la vingt-et-unième réunion du Comité monétaire et financier international du Conseil des gouverneurs du Fonds monétaire international**

Présidé par M. Youssef Boutros-Ghali, Ministre des finances de l'Égypte, le 24 avril 2010

1. *Économie mondiale.* Les signes d'affermissement de la reprise économique sont encourageants, mais il subsiste de nombreux problèmes auxquels il faut s'attaquer ensemble. Nous continuerons d'œuvrer pour aider chaque pays à mettre progressivement fin aux mesures de relance, en tenant compte du rythme variable de la reprise et des effets de contagion éventuels d'un pays et d'une région à l'autre. Nous restons fermement déterminés à mener des politiques économiques qui sont compatibles dans leur ensemble avec les objectifs que nous poursuivons, à savoir une économie mondiale équilibrée et stable, un redémarrage de la création d'emplois et la stabilité des prix, et à éviter le protectionnisme sous toutes ses formes. Nous avons aussi la ferme intention d'assurer la viabilité des finances publiques et de remédier aux risques afférents à la dette souveraine. Nous appelons le FMI à continuer de renforcer sa surveillance de l'évolution économique et financière mondiale et de remplir sa mission de conseil. Nous nous félicitons du soutien que le FMI apporte au Processus d'évaluation mutuelle du G-20, qui devrait mettre les pays membres sur la voie d'une croissance vigoureuse, durable et équilibrée.

2. *Secteur financier.* Les problèmes du secteur financier étaient au cœur de la crise récente. Il reste essentiel de renforcer la réglementation, la surveillance et la résilience des secteurs financiers. Nous convenons de redoubler d'efforts pour définir une démarche concertée et cohérente afin de mettre en place un système financier mondial stable qui soit capable de soutenir la reprise économique. Nous attendons avec intérêt le rapport sur les progrès accomplis et les priorités dans ce domaine. Nous attendons aussi avec intérêt que soit mené à bien, dans le cadre du Programme d'évaluation du secteur financier, l'examen des pays dont le système financier a une importance systémique. Nous sommes favorables à la poursuite des efforts déployés pour recenser les risques systémiques et leurs circuits de transmission, et nous prendrons connaissance avec intérêt du rapport sur les mesures visant à corriger les insuffisances des données; nous sommes aussi favorables à ce que soit explorée la possibilité d'établir, sur la base d'une vaste consultation, une norme de diffusion des données financières à caractère volontaire, en tenant dûment compte de la situation

particulière des différents pays. Nous examinerons avec intérêt les résultats des travaux du FMI sur les différents moyens de faire en sorte que le secteur financier contribue de façon équitable et substantielle au financement du soutien extraordinaire apporté par les pouvoirs publics, tout en limitant la prise de risques excessifs, en aidant à promouvoir des conditions d'égalité et en tenant dûment compte de la situation particulière des différents pays.

3. *Pays à faible revenu.* Nous notons avec satisfaction la reprise dans de nombreux pays à faible revenu, qui résulte de l'amélioration de leur cadre macroéconomique, de l'efficacité de leur action et du soutien de la communauté internationale. Nous remercions les pays membres qui se sont engagés à fournir des ressources de prêt et de bonification supplémentaires pour les financements concessionnels, et nous appelons les autres donateurs à apporter leurs contributions. Nous notons avec satisfaction l'adoption récente du dispositif qui facilite la mobilisation de ressources de prêt pour les financements concessionnels en faveur des pays à faible revenu. Nous attendons avec intérêt que le FMI examine des propositions qui permettraient d'accorder un allègement de dette exceptionnel aux pays touchés par une catastrophe naturelle et, dans ce contexte, de nous joindre aux efforts déployés par la communauté internationale pour alléger la dette d'Haïti.

4. *Réforme du FMI.* Nous nous engageons à accélérer nos travaux en vue d'améliorer la légitimité, la crédibilité et l'efficacité du FMI en réformant son système de quotes-parts et sa gouvernance, ainsi qu'en modernisant son mandat en matière de surveillance et de financement.

- *Quotes-parts et autres réformes de la gouvernance.* Nous engageons tous les pays membres à approuver promptement la réforme de 2008 des quotes-parts et de la représentation. Nous nous engageons à achever la révision des quotes-parts avant janvier 2011 conformément aux paramètres convenus à Istanbul et, en parallèle, à opérer les autres réformes de la gouvernance. Nous prenons note du rapport d'étape du Conseil d'administration sur les questions relatives aux quotes-parts et à la gouvernance, et nous avons l'intention de continuer de jouer un rôle très actif à ce sujet. Nous aborderons ces questions lors de l'Assemblée annuelle, et en prévision de cet examen, nous appelons à accélérer les travaux substantiels qui sont encore nécessaires sur l'ensemble des réformes des quotes-parts et de la gouvernance, notamment en ce qui concerne la sélection de l'équipe de direction, la participation des ministres, la composition et la taille du Conseil d'administration, les majorités de vote et la diversité du personnel. Nous prenons note avec satisfaction de l'accord sur les nouveaux accords d'emprunt. Nous attendons avec intérêt l'application intégrale du nouveau modèle de financement, nous notons avec satisfaction que le FMI a commencé ses ventes d'or et nous engageons tous les pays membres à approuver promptement la réforme de 2008 visant à élargir le pouvoir d'investissement du FMI.

- *Mandat.* Nous félicitons le FMI pour les efforts considérables qu'il a déployés pour répondre aux besoins des pays membres face aux séquelles de la crise. La crise a souligné qu'il importe de renforcer l'analyse des risques et des liens systémiques, d'éviter l'aléa moral, et de riposter comme il se doit à de telles crises, avec des quotes-parts et autres ressources adéquates, et avec des mécanismes bien adaptés assortis de garde-fous appropriés. À cet égard, nous notons avec satisfaction les travaux importants qui sont entrepris sur le mandat du FMI et ses responsabilités en matière de surveillance, de financement et de

stabilité du système monétaire et financier international. Nous souhaitons vivement qu'un débat exhaustif et transparent s'engage en vue de renforcer l'efficacité du FMI dans ces domaines, principalement sur les moyens d'améliorer le ciblage et l'efficacité de la surveillance exercée par le FMI, la prévention des crises et les possibilités d'améliorer le dispositif de sécurité du système financier mondial sur la base d'incitations saines. Nous appelons le FMI à étudier les moyens d'action qui permettraient de favoriser la stabilité à long terme du système monétaire international et son bon fonctionnement. Entre-temps, nous appelons le FMI à renforcer encore sa surveillance, en portant notamment une plus grande attention aux questions macrofinancières, aux flux de capitaux, ainsi qu'aux risques systémiques et aux effets de contagion. Nous appelons les pays membres à s'acquitter de leurs obligations au titre de l'article IV des Statuts. Nous attendons avec intérêt d'examiner des progrès concrets sur ces questions lors de notre prochaine réunion.

5. *Prochaine réunion du CMFI.* Notre prochaine réunion aura lieu le 9 octobre 2010 à Washington.

## LISTE DES PERSONNES PRÉSENTES

### **Président**

Youssef Boutros-Ghali

### **Directeur général**

Dominique Strauss-Kahn

### **Membres ou suppléants**

Olusegun O. Aganga, Ministre des finances, Nigéria

Ibrahim A. Al-Assaf, Ministre des finances, Arabie saoudite

Sultan N. Al-Suwaidi, Gouverneur, Banque centrale des Émirats arabes unis

(Suppléant de Obaid Humaid Al Tayer, Ministre d'État pour les affaires financières, Émirats arabes unis)

Ernesto Cordero Arroyo, Secrétaire aux finances et au crédit public, Mexique

Alistair Darling, Chancelier de l'Échiquier, Royaume-Uni

José De Gregorio, Président, Banque centrale du Chili

Maria van der Hoeven, Ministre des finances par intérim, Pays-Bas

(Suppléante de Jan Kees de Jager, Ministre des finances, Pays-Bas)

James Michael Flaherty, Ministre des finances, Canada

Timothy F. Geithner, Secrétaire du Trésor, États-Unis

Naoto Kan, Ministre des finances, Japon

Erkki Liikanen, Gouverneur, Banque de Finlande

(Suppléant de Jyrki Katainen, Ministre des finances, Finlande)

Alexei Kudrin, Vice-Premier Ministre et Ministre des finances, Fédération de Russie

Christine Lagarde, Ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, France

Mohammed Laksaci, Gouverneur, Banque d'Algérie

Guido Mantega, Ministre des finances, Brésil

Hans-Rudolf Merz, Ministre des finances, Suisse

Ahmad Husni Mohamad Hanadzlah, Ministre des finances II, Malaisie

Duvvuri Subbarao, Gouverneur, Banque de réserve de l'Inde

(Suppléant de Pranab Mukherjee, Ministre des finances, Inde)

Magloire Ngambia, Ministre de l'économie, du commerce, de l'industrie et du tourisme, Gabon

Guy Quaden, Gouverneur, Banque nationale de Belgique

(Suppléant de Didier Reynders, Vice-Premier Ministre et Ministre des finances, Belgique)

Joerg Asmussen, Secrétaire d'État, Ministère fédéral des finances, Allemagne

(Suppléant de Wolfgang Schäuble, Ministre des finances, Allemagne)

Giulio Tremonti, Ministre de l'économie et des finances, Italie

Jeung-Hyun Yoon, Ministre de la stratégie et des finances, Corée

Zhou Xiaochuan, Gouverneur, Banque du peuple de Chine

**Observateurs**

Ahmed bin Mohammed Al Khalifa, Président, Comité du développement (CD)  
Mohammad Alipour-Jeddi, Chef du Département des études sur le marché pétrolier,  
Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP)  
Jaime Caruana, Directeur général, Banque des règlements internationaux (BRI)  
Mario Draghi, Président, Conseil de stabilité financière (CSF)  
Philippe Egger, Directeur adjoint du Cabinet du Directeur général, Organisation  
internationale du travail (OIT)  
Angel Gurría, Secrétaire général, Organisation de coopération et de développement  
économiques (OCDE)  
Pascal Lamy, Directeur général, Organisation mondiale du commerce (OMC)  
Yuefen Li, Chef de la Section de la dette et du développement, Division Mondialisation  
et stratégies de développement, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le  
développement (CNUCED)  
Olli Rehn, Commissaire européen aux affaires économiques et monétaires, Commission  
européenne (CE)  
Jomo Kwame Sundaram, Sous-Secrétaire général au développement économique,  
Département des affaires économiques et sociales, Organisation des Nations Unies  
(ONU)  
Jean-Claude Trichet, Président, Banque centrale européenne (BCE)  
Robert B. Zoellick, Président, Groupe de la Banque mondiale